

Journal des guerres de l' Otan

N° 119b du 17.10.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

sept 19, 2012

[Vrombissement de pales au-dessus du plat pays. Green blade à la manœuvre](#)

Des hélicoptères européens vont voler ensemble au-dessus du sol belge dans le cadre d'un exercice européen. Dénommée «Green Blade», la manœuvre s'est déroulée à partir de la base aérienne de KleineBrogel (Belgique). Au total 18 appareils italiens, belges et allemands se sont entraînés ensemble, allant d'hélicoptères de transport CH47 aux engins utilitaires tels que l'A109 et l'UH-1D et en passant par l'hélicoptère d'attaque A129.

Organisé par l'Agence Européenne de Défense (AED), Green Blades'est déroulée en coordination avec l'exercice international *Pegasus*. Ce dernier étant également organisé par les forces spéciales belges et dépendant d'une forte participation en hélicoptères. En tout, 800 personnes ont été ainsi mobilisées pour les deux exercices, rassemblant des militaires d'Italie, d'Allemagne, de Belgique, d'Autriche, du Luxembourg, d'Irlande et d'Espagne (et du Canada dans le cadre Pegasus).

Un programme bien chargé

«*Afin de maximiser le réalisme de ces missions tests*», les hélicoptères ont travaillé en concert avec d'autres moyens aériens tels que des AWACS, des F16, des C130 ainsi que des UAVs, dont le B-Hunter belge, qui «*sera intégré dans le cadre de reconnaissance et de surveillance de cibles (...) ainsi qu'en surveillance lors de scénarios de récupération du personnel* » indique-t-on à l'agence européenne de défense.

La majorité des 65 missions devrait se dérouler en Belgique (côté flamand) autour de zones «*peu habitées et géographiquement variées*». Trois semaines d'entraînements en perspective donc, qui vont couvrir un large spectre d'activités militaires. Trois modules sont au programme. Les pilotes commenceront par des exercices de perfectionnement de combat et d'entraînement à l'intégration des forces, leur permettant de se familiariser avec l'espace aérien belge et ses règles propres, tout en accomplissant les exercices en complicité avec les autres unités (dont des vols en vision nocturne et au ras de terre). Le second module ne comprendra exclusivement que des exercices des forces spéciales (insertion/Extraction, Action Directe, Récupération du Personnel, Surveillance, Renseignement et Reconnaissance). Enfin, la troisième et dernière étape ressemblera de près à la deuxième mais se déroulera dans le sud-est du pays, sans en savoir plus quant à la location exacte.

Objectif : augmenter la d'employabilité des forces

L'Agence Européenne de Défense espère, à travers ces quelques 650 heures de vol, améliorer les capacités de déployabilité de sa flotte d'hélicoptères. «*Nous nous battons ensemble, et nous devons donc*

travailler ensemble, mettre nos ressources en commun» explique Peter Round, le directeur des capacités à l'Agence. Sans compter que peu de pays européens peuvent se permettre une opération de cette ampleur par leurs seuls moyens nationaux. «*Un exercice tel que celui-ci est le meilleur moyen d'apporter un entraînement de haute qualité en ces temps difficile*» s'explique M. Round.

Un des plus vieux programmes

«Green Blade» est le plus récent des exercices de l'Agence. Mais ce programme a démarré il y a trois ans déjà. De fait, c'est un des plus vieux programmes dans la lignée des initiatives «pooling and sharing» adouées par les Ministres de la Défense à la réunion ministérielle de Gand.

Depuis 2009, ainsi, 108 appareils ont participé à ces entraînements en France (Gap 2009), en Espagne (Logrono 2010), en Italie (Viterbo 2011) et au Portugal, cet été près de Porto.).

L'Agence organise également un programme visant à former des instructeurs «européens»; placé sous les auspices du Royaume-Uni et de la Suède, le programme vise à harmoniser l'apprentissage des formateurs à travers l'UE.

Des activistes bloquent le départ des F16

Ce lundi 15 octobre 2012 dès 7h30, des militants pacifistes ont bloqué au sol le départ des F16 de Kleine Brogel. Ces derniers ont rejoint un entraînement au déploiement d'armes nucléaires en Allemagne avec leurs partenaires de l'OTAN. Les activistes présents sur la piste d'atterrissage ont bloqué la porte d'entrée principale de la base. Action pour la Paix et Vredesactie veulent empêcher l'OTAN de préparer des crimes de guerre.

Par cette action non-violente, les militants essaient de prévenir la préparation de crimes de guerre. L'utilisation d'armes nucléaires et le fait de se préparer à celle-ci sont en effet contraires au droit international humanitaire (Cf. jugement du 8 juillet 1996). Or du 15 au 26 octobre, les F16 belges stationnés dans le Limbourg ont participé à un exercice de l'OTAN baptisé "Steadfast Noon" sur la base aérienne allemande de Büchel. Cet exercice avait pour objectif l'entraînement au déploiement d'armes nucléaires. Tous les pays membres de l'OTAN qui entreposent sur leur sol des armes nucléaires américaines, à savoir la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie, sont soutenus par un certain nombre d'autres pays de l'Alliance.

Ce 9 octobre, Action pour la Paix - MIR-IRG, Vredesactie, Pax Christi Vlaanderen, Vredeszw et le CNAPD se sont rendus au commissariat pour porter plainte contre cet exercice. Tom Sauer, professeur de Politique Internationale à l'Université d'Anvers, s'est joint à eux : Les armes nucléaires sont inutiles et dangereuses. Il est, par ailleurs, inacceptable que des pilotes belges s'entraînent à utiliser des armes de destruction massive.

Au lendemain des élections, cette action cherche à questionner la démocratie qui apparaît bien faible face à l'OTAN. Comme le rappelle Benoit Calvi d'Action pour la Paix : La majorité de la population est pour le retrait de ces armes nucléaires. Or, notre ministre ne veut en aucun cas qu'un débat ait lieu. **Notre adhésion à l'OTAN est plus importante que la démocratie.**

Aujourd'hui, un triste constat s'impose : le prix Nobel de la Paix a été décerné à l'Union Européenne. Pourtant elle n'incite en rien au désarmement nucléaire ni à la démilitarisation mais accepte et encourage une défense nucléaire. Depuis dix ans, une centaine d'actions directes non-violentes a été réalisée afin d'attirer l'attention sur ces armes nucléaires entreposées illégalement en Belgique. Action pour la Paix - MIR-IRG et Vredesactie, dans la continuité de leurs actions précédentes, ont donc décidé de prendre leurs responsabilités afin d'éviter la préparation de crimes de guerre quand le gouvernement et la justice font la sourde oreille face à nos plaintes.

Déroulement de l'action :

12h27 : Les premières photos de l'intérieur de la base :-): [ici](#)

12h00 : tous les activistes ont été relâchés. Les arrestations se sont bien passées.

10h16 : Un camion militaire est sorti de la base avec tous les activistes.... destination?

9h40 : Les activistes du blocage ont été arrêtés. Les autres activistes sont toujours détenus par les militaires à l'intérieur de la base. Toujours aucun F16 ne décolle...

9h22 : Aucun F16 n'a décollé pour le moment.

9h21 : confirmation par la police que 16 activistes ont été arrêtés sur la base.....

9h18 : toujours pas de nouvelles des autres équipes qui sont à l'intérieur de la base!

9h17 : les 5 activistes "peinturlurés" résistent de manière non violente à l'arrestation.... la police a enfilé des combinaisons pour ne pas se salir....

9h12 : la police disque les cadenas qui bloquaient les portes de l'entrées principales

8h27 : Toutes les équipes d'activistes qui devaient rentrer dans la base ont bel et bien réussi à rentrer sur la base.

8h25 : les pilotes sont bloqués à l'entrée de la base et ne peuvent donc pas envoyer les F16 en Allemagne.

8h15 : une première équipe de 4 activistes s'est fait interpellé sur la base.....

8h10 : la police militaire et deux camionnettes de police sont arrivées à la porte d'entrée.

8h00 : Les activistes bloquent toujours l'entrée

7h 55 : Des activistes viennent de nous confirmer qu'ils occupent la piste de décollage de la base aérienne de KleineBrogel et bloquent ainsi le départ des F16.

7h50 : 12 activistes bloquent l'entrée principales de la base

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information..

Romney évoque ses projets à l'égard de la Syrie et de l'Iran

08/10/2012

Le candidat républicain à la présidentielle aux États-Unis, Mitt Romney, a pour la première fois évoqué les détails de ses plans de politique étrangère au Proche-Orient.

Romney a violemment critiqué la passivité de l'administration de Barack Obama ayant souligné la nécessité de changer la politique au Proche-Orient. Ses priorités dans la région consistent à mettre un terme au conflit syrien et à exercer une pression plus musclée sur l'Iran.

Selon Romney, les États-Unis doivent armer l'opposition syrienne en lui octroyant des moyens de lutte contre les blindés et l'aviation des forces gouvernementales. En ce qui concerne l'Iran, il propose d'introduire des sanctions diplomatiques et économiques plus rigoureuses en vue de contraindre Téhéran à arrêter ses travaux dans le domaine nucléaire.

>http://french.ruvr.ru/2012_10_08/Mitt-Romney-Etats-Unis-Iran-Syrie/

L'art de la guerre

Syrie : l'Otan vise le gazoduc

ManlioDinucci

La déclaration de guerre, aujourd'hui, n'est plus d'usage. Pour faire la guerre il faut par contre encore trouver un casus belli. Comme le projectile de mortier qui, parti de Syrie, a fait 5 victimes en Turquie. Ankara a riposté à coups de canons, tandis que le parlement a autorisé le gouvernement Erdogan à effectuer des opérations militaires en Syrie. Un chèque en blanc pour la guerre, que l'Otan est prête à encaisser. Le Conseil atlantique a dénoncé « les actes agressifs du régime syrien à la frontière sud-orientale de l'Otan », prêt à déclencher l'article 5 qui engage à assister avec la force armée le pays membre attaqué. Mais déjà est en acte le « non-article 5 » -introduit pendant la guerre contre la Yougoslavie et appliqué contre l'Afghanistan et la Libye- qui autorise des opérations non prévues par l'article 5, en dehors du territoire de l'Alliance. Eloquentes sont les images des édifices de Damas et Alep dévastés par de très puissants explosifs : œuvre non pas de simples rebelles, mais de professionnels de la guerre infiltrés. Environ 200 spécialistes des forces d'élite britanniques Sas et Sbs –rapporte le Daily Star- opèrent depuis des mois en Syrie, avec des unités étasuniennes et françaises. La force de choc est constituée par un ramassis armé de groupes islamistes (jusqu'à hier qualifiés par Washington de terroristes) provenant d'Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie, Libye et autres pays. Dans le groupe d'Abou Omar al-Chechen –rapporte l'envoyé du Guardian à Alep- les ordres sont donnés en arabe, mais doivent être traduits en tchéchène, tadjik, turc, en dialecte saoudien, en urdu, français et quelques autres langues.

Munis de faux passeports (spécialité de la Cia), les combattants affluent dans les provinces turques d'Adana et du Hatay, frontalières de la Syrie, où la Cia a ouvert des centres de formation militaire. Les armes arrivent surtout par l'Arabie saoudite et le Qatar qui, comme en Libye, fournit aussi des forces spéciales. Le commandement des opérations se trouve à bord de navires Otan dans le port d'Alexandrette.

Pendant ce temps, sur le Mont Cassius, au bord de la Syrie, l'Otan construit une nouvelle base d'espionnage électronique, qui s'ajoute à la base radar de Kisecek et à celle aérienne d'Incirlik. A Istanbul a été ouvert un centre de propagande où des dissidents syriens, formés par le Département d'état Usa, confectionnent les nouvelles et les vidéos qui sont diffusées par des réseaux satellitaires. **La guerre Otan contre la Syrie est donc déjà en acte**, avec le motif officiel d'aider le pays à se libérer du régime d'Assad.

Comme en Libye, on a fiché un coin dans les fractures internes pour provoquer l'écroulement de l'état, en instrumentalisant la tragédie dans laquelle les populations sont emportées. Le but est le même : Syrie, Iran et Irak ont signé en juillet 2011 un accord pour un gazoduc qui, d'ici 2016, devrait relier le gisement iranien de South Pars, le plus grand du monde, à la Syrie et ainsi à la Méditerranée. La Syrie où a été découvert un autre gros gisement près de Homs, peut devenir un hub de couloirs énergétiques alternatifs à ceux qui traversent la Turquie et à d'autres parcours, contrôlés par les compagnies étasuniennes et européennes. Pour cela on veut la frapper et l'occuper.

C'est clair, en Turquie, pour les 129 députés (un quart) opposés à la guerre et pour les milliers de gens qui ont manifesté avec le slogan « Non à l'intervention impérialiste en Syrie ».

Pour combien d'Italiens est-ce clair, au parlement et dans le pays ? [1]

Edition de mardi 9 octobre 2012 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20121009/manip2pg/14/manip2pz/329867/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

(1) Même question, évidemment, pour les députés et population français –et britanniques- qui participent par leurs impôts notamment aux opérations clandestines des forces spéciales en Syrie, NdT.

Erdogan échoue à entrainer l'Otandans une guerre contre la Syrie

GhalebKandil

Lundi 8 octobre 2012

L'incident frontalier syro-turc a occupé le devant de la scène ces derniers jours et inquiété les grandes capitales. Après avoir battu les tambours de la guerre, le gouvernement de RecepTayyipErdogan a fait marche arrière et a atténué ses propos, assurant que la Turquie ne souhaite pas la guerre avec la Syrie. En dépit du fait que l'origine de l'obus qui s'est abattu sur le village turc d'Akçakale n'a pas été déterminé avec précision, Ankara a haussé le ton et proféré des menaces dès les premiers instants. Cette escalade turque a coïncidé avec la multiplication des indices sur l'échec des dernières attaques d'envergure des miliciens à Alep, dans lesquelles les dirigeants turcs avaient placé de grands espoirs pour asséner un coup décisif à l'Etat syrien. Mais les réalités sur le terrain ont montré que l'armée syrienne a repris l'initiative sur tous les fronts et se prépare à écraser les rebelles dans plus d'une région. Les attentats terroristes meurtriers d'Alep ont constitué une réaction désespérée. Les experts soulignent, en effet, que ces attaques ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'un plan militaire détaillé, ayant une fonction précise. Les informations et les témoignages indiquent que les miliciens sont fatigués, désorganisés, sans chaîne de commandement. Ils ont le moral au plus bas, manquent de munitions, et leurs lignes de ravitaillement sont devenues de véritables routes de la mort, constamment pilonnées par l'armée syrienne.

Les menaces de la Turquie avaient pour but de remonter le moral des rebelles, exténués et désespérés. Mais cela ne servira pas à grand chose car le peuple syrien, rassemblé autour de son commandement et de son armée, semble plus déterminé que jamais à faire face au complot visant à détruire le pays. Même certains comités de coordination, qui dirigeaient le mouvement de contestation depuis le début du déclenchement des événements, appellent à rendre les armes et à adopter des moyens de lutte pacifique.

Les tentatives d'Erdogan d'entraîner l'Otan dans la guerre pour lancer invasion de la Syrie ont échoué. Comme cela s'est produit lors de la destruction d'un avion de combat turc par la DCA syrienne, le communiqué de l'Alliance atlantique appelle à un règlement calme de la crise et invite les deux protagonistes à faire preuve de retenue. Et comble de la déception pour Erdogan, le Conseil de sécurité des Nations unies a été contraint de condamner les attentats terroristes de la place SaadallahJabiri à Alep.

Après ses déconvenues, le Premier ministre turc regarde avec suspicion certains pays européen qui ont décidé de rouvrir leurs représentations diplomatiques à Damas. Il sait qu'en cas de défaite, les Occidentaux essaient de sauver ce qui peut l'être et de limiter les dégâts, sans se soucier de ceux qu'ils ont poussés dans ce bourbier. Erdogan ressent avec amertume le goût de la déception dans les débats internes, sur le coût exorbitant de l'implication de la Turquie dans le complot contre la Syrie. Face aux hésitations turques, la Syrie a annoncé être prête à faire face à toute agression contre sa souveraineté nationale. Et l'ambassadeur syrien à l'Onu, Bachar al-Jaafari, a affirmé que la Syrie ne s'est pas excusée et ne s'excusera pas de la Turquie pour l'incident d'Akçakal. Damas, a-t-il dit, a présenté ses sincères condoléances au peuple turc et a ouvert une enquête pour faire la lumière sur cette affaire. Les tiraillements, les pressions et les incidents à la frontière syro-turque pourraient durer longtemps. Erdogan pourrait être tenté de mener une agression contre la Syrie, Mais le prix qu'il paiera sera lourd, à un moment où ses mentors occidentaux et atlantistes cherchent les moyens de sortir du marécage dans lesquels les politiques illusoires les plus précipité.

Source : New Orient News

<http://www.neworientnews.com/...>

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Technologie et Nouvel Ordre Mondial: Quand le ciel de 76 pays se couvre de drones, les populations doivent-elles avoir peur ?...

Puisqu'on vous dit que c'est pour notre sécurité... Gouvernements et entreprises privées ne mentent jamais !... Jamais !... Il n'y a en fait que des théoriciens du complot pour le prétendre, c'est bien connu !...

– Résistance 71 –

<http://resistance71.wordpress.com/2012/09/19/technologie-et-nouvel-ordre-mondial-quand-le-ciel-de-76-pays-se-couvrent-de-drones-les-populations-doivent-elles-avoir-peur/>

Par Drone Wars UK

Le 18 Septembre 2012

url de l'article original:

<http://www.globalresearch.ca/mapping-drone-prolifération-uavs-in-76-countries/>

~ Traduit de l'anglais par Résistance 71 ~

Un nouveau rapport du congrès américain sur la prolifération des drones a confirmé l'énorme montée en puissance du nombre de pays qui sont maintenant dotés de systèmes aériens sans pilote (drones). Le bureau gouvernemental des responsabilités (GAO) a publié une version non classifiée de son rapport de Février 2012 sur la prolifération des drones. Le rapport examine à la fois le développement de ces systèmes aériens sans pilote communément appelés "drones" ainsi que les contrôles américains et multilatéraux de l'exportation de la technologie liée aux drones.

Le rapport établit qu'entre 2005 et Décembre 2011, le nombre de pays possédant des drones est passé de 41 à 76 (see [here for full list](#)).

Les pays possédant des drones d'après le rapport du GAO

“La majorité des drones étrangers que les pays ont acquis tombe dans la catégorie de drones tactiques. Ces drones sont faits pour essentiellement l'espionnage, la surveillance et les missions de reconnaissance, ils ont typiquement un rayon d'action opérationnel limité de l'ordre de 300 km. Mais certaines variétés plus avancées sont capables de faire des missions de collection de renseignement, du ciblage ou des attaques. Des mini-drones sont aussi achetés fréquemment à travers le monde.”

Il doit être noté que jusqu'à présent seuls les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël sont connus pour avoir déjà utilisé des drones armés.

Le rapport poursuit: "En ce moment, il y a plus de 50 pays qui développent plus de 900 systèmes différents de drones. Cette croissance est due au fait que bon nombre de pays voient le succès des Etats-Unis dans l'utilisation de leur drones en Irak, Afghanistan et décident d'investir dans les ressources de développement des systèmes aériens sans pilote afin d'être compétitifs économiquement et militairement dans ce domaine technologique émergent."

Bien que le rapport ne mentionne pas le danger de la prolifération des drones pour la paix globale et la sécurité, il met l'accent sur le danger que la prolifération des drones présente pour les "intérêts américains". Le rapport stipule que "l'utilisation de drones par des pays étrangers pour collecter des renseignements sur les activités militaires américaines est déjà courante et que la croissance du nombre de pays ayant acquis la technologie des drones, incluant des pays clés (**NdT**: comme l'Iran), a augmenté la menace sur les Etats-Unis."

Malgré cela, le rapport dit: "Le gouvernement des Etats-Unis a déterminé que le transfert sélectif de la technologie nécessaire aux drones soutient ses intérêts de sécurité nationale", mettant ainsi en contradiction le cœur même des mesures de contrôle sur l'armement. **"Les représentants du secteur privé disent que la technologie des drones est un des secteurs de croissance les plus important de l'industrie de la défense et donne de très bonnes opportunités pour augmenter les bénéfices économiques si les entreprises américaines demeurent compétitives dans le marché global de cette technologie."**

Le rapport révèle qu'entre 2005 et 2010, les Etats-Unis ont approuvé plus de 380 millions de dollars d'exportation de drones. Au total, le gouvernement US a approuvé le transfert de systèmes complets dans 15 cas sur cette période. Huit des 15 pays ont été nommés dans le rapport. Il s'agit du: Danemark, Italie, Lithuanie, Royaume-Uni, Australie, Colombie, Israël et Singapour. De plus, 1278 licences liées aux drones ont été identifiées durant cette période.

Les Etats-Unis et le MTCR

L'accord international principal qui contrôle les transferts de technologie de drones et de drones est le Missile Technology Control Regime (MTCR). Bien qu'il ne se focalise pas seulement sur les drones, le MTCR contrôle les systèmes aériens sans pilote en les divisant en deux catégories. Les systèmes de première catégorie sont capables de délivrer des engins explosifs de 500kg à plus de 300km, tandis que la seconde catégorie couvre les systèmes qui portent des engins plus légers ou qui ont un rayon d'action de moins de 300km. Bien que toutes les décisions soient prises à l'échelon national (et il n'y a pas de système de sanction par d'autres pays si le MTCR n'est pas respecté...), il y a une "très forte présomption de déni" concernant la 1ère catégorie, à savoir la présomption que les états signataires du MTCR n'exporteront pas ces systèmes. Les nations ont plus de loisir à exporter les engins de seconde catégorie.

Drone Wars UK a précédemment mis en exergue les efforts par les entreprises américaines de "relâcher" les contrôles sur l'exportation des drones. Quoi qu'il en soit, le rapport du GAO d'taille pour la première fois "six propositions des Etats-Unis liées aux drones" pour amender le MTCR sur la période de 2005 à 2011, dont cinq qui auraient eu pour résultat "de transférer des drones couramment classifiés en catégorie 1 vers la catégorie 2", les rendant ainsi plus faciles à exporter. Les cinq propositions furent rejetées par les autres membres du MTCR.

Alors que le rapport du GAO explique en détail le besoin d'améliorer les contrôles internes aux Etats-Unis sur l'exportation des drones et de leur technologie (recommandant une amélioration de la communication et des bases de données entre les départements des licences et les agences de renseignement), le rapport ne mentionne pas le fait qu'il y ait un besoin d'améliorer les contrôles internationaux.

Il y a deux semaines, il fut rapporté que le Pentagone avait identifié 66 pays qui seraient éligibles pour acheter les drones américains sous de nouvelles règles de conduite qui doivent toujours être approuvées par le congrès. Dans le même temps, l'Allemagne désire acheter des drones armés, alors que son voisin la Pologne pense arrêter son utilisation d'aviation à pilotes au profit de drones armés, tout comme le Canada désire dépenser 1 milliard de dollars pour des drones armés, l'Australie 3 milliards de dollars. Le calendrier pour des contrôles globaux afin d'arrêter la prolifération des drones n'a jamais été aussi important et urgent. Le mois prochain aura lieu la 26ème réunion plénière du MTCR à Berlin. Réunion

qui se tiendra à huis-clos. Aucun calendrier ou détails de la réunion n'ont été rendus publics. Nous en appelons à tous ceux qui y participent de réaliser le danger croissant que représente la prolifération des drones et de résister aux signaux d'alarme lancés par ceux qui ont tout intérêt à ce que les contrôles existant, contrôlent de moins en moins...

Table 2: Liste des pays possédant des drones d'après le rapport du GAO.

Algeria	Egypt	Lebanon
Angola	Estonia	Libya
Argentina	Ethiopia	Lithuania
Australia	Finland	Malaysia
Austria	France	Mexico
Azerbaijan	Georgia	Morocco
Belarus	Germany	Netherlands
Belgium	Greece	New Zealand
Botswana	Hungary	Nigeria
Brazil	India	Norway
Bulgaria	Indonesia	Pakistan
Burundi	Iran	Panama
Canada	Israel	Peru
Chile	Italy	Philippines
China	IvoryCoast	Poland
Colombia	Japan	Republic of Korea
Croatia	Jordan	Romania
CzechRepublic	Kazakhstan	Russia
Denmark	Latvia	Serbia

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

« Ahmed BENSADA : Arabesque américaine » : Printemps Arabe ou révolutions colorées fomentées par les USA ?

Souvent évoqué, parfois décrié, mais rarement analysé, le rôle des États Unis dans les révoltes de la rue arabe fait enfin l'objet d'un travail sérieux, rigoureux et fort bien documenté. **Arabesque américaine* est l'ouvrage d'Ahmed Bensâada, un chercheur algérien établi à Montréal.**

Dès les premières lignes, l'auteur annonce la couleur « une chose est évidente : le mode opératoire de ces révoltes a toutes les caractéristiques des révolutions colorées qui ont secoué les pays de l'Est dans les années 2000. Comme il est de notoriété publique que ces révolutions ont été structurées, formées et financées par des organismes américains, il serait logique de conclure qu'il y a présence d'une main américaine derrière ces révoltes de la rue arabe ». Tous les faits et les arguments présentés sont vérifiables, selon l'auteur, par simple consultation des références mentionnées.

Divisé en six chapitres, l'ouvrage part des révolutions colorées en passant par les organismes américains qui exportent la Démocratie, le cas de l'Égypte et les autres pays arabes, avant de fournir par une liste exhaustive des O.N.G, des organismes, des personnes et des financements, par pays concernés par ce supposé « printemps arabe », euphémisme que les médias occidentaux de la « bien pensée » ont rapidement imposé comme évidence.

Mais force est de constater que tous les ingrédients d'un remake sont présents. En effet, « entre 2000 et 2005, les gouvernements alliés de la Russie en Serbie, en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan ont été renversés sans effusion de sang. Bien que les médias occidentaux en général prétendent que ces soulèvements sont spontanés et populaires, les révolutions dites colorées sont le résultat d'une vaste planification des États Unis par le truchement d'ONG et d'organismes américains tels la United States Agency for international development (USAID) La National Endowment for Democracy (NED) L'International Republican Institute(IRI) ou le National Democratic Institute For International Affairs (NDI) pour ne citer que ceux qui ont contribué, avec d'autres à financer à mettre en place et à encadrer les « révoltes colorées » sous les apparentes bannières de Otpor (résistance) en Serbie, Kmara (c'est assez !) En Géorgie Pora (c'est l'heure) en Ukraine et Kelkel (Renaissance) au Kirghizistan). On ne peut

qu'être frappé par la similitude pour ne pas dire l'identité avec certaines organisations et slogans arabes. Comme le poing fermé, logo référentiel d'Otpor, qu'on retrouve aussi présent en Tunisie en Egypte ou en Lybie.

La seconde similitude et bien évidemment le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la Communication (TIC) et notamment le rôle des réseaux sociaux, comme Facebook, Twitter ou Youtube dans le renversement des régimes en place. Ce qui donna d'ailleurs lieu à l'éclosion de néologismes tels que cyberdissidents ou cyberévolutions que Bensâada dissèque méthodiquement. **Et ce n'est pas un hasard, ajoute-t-il, si une compagnie américaine basée au Massachussetts a développé le logiciel TOR qui permet la navigation anonyme sur Internet et l'a mis gratuitement, à la disposition des cyberdissidents iraniens pour « partager de l'information dans des pays totalitaires » selon la représentante de TOR citée par l'auteur.**

C'est cette même compagnie qui a aidé les cyberdissidents tunisiens et égyptiens lors de leurs révoltes pour contourner les censures de leurs États respectifs avant que la Secrétaire d'Etat américaine ne déclare officiellement, en janvier 2010, la volonté des USA « d'aider financièrement à concurrence de 30 millions de dollars les entreprises et les ONG fabriquant des logiciels anti censure pour aider les opposants vivants sous des régimes autoritaires à contourner les blocages, crypter leurs messages et effacer leurs traces. Les bénéficiaires des fonds fédéraux devaient distribuer leurs logiciels gratuitement, les traduire en différentes langues et offrir des programmes de formation » (Extrait de Washington défend l'Internet libre mais sous surveillance. Le Monde du 21 février 2011).

Sur cet aspect Ahmed Bensâada donne une foultitude de détails sur le rôle des USA via les TIC en l'illustrant notamment par le cas égyptien et les acteurs qui y ont joué un rôle décisif. On sait comment, par la suite, ces technologies ont été utilisées en Libye, au Bahreïn, au Yémen, au Maroc et en Syrie pour « populariser » les mécontentements, les soulèvements et les révoltes.

Tout en apportant un éclairage documenté sur le double rôle des USA et des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les révoltes arabes, Ahmed Bensâada prend le soin de préciser que sa contribution ne verse ni dans un « anti américanisme paranoïaque hanté par des visions anticonspirationnistes » ni « dans l'admiration ou le soutien d'autocrates tyranniques qui n'ont que trop longtemps usurpé le pouvoir ».

L'implication des USA et le rôle des TIC dans ces soulèvements sont des aspects réels et objectifs qui tempèrent la béatitude accompagnant habituellement la panacée printanière folklorisant le mal être et le mal vivre sociétal des pays arabes. En cela l'effort réflexif de l'auteur est, à la fois salutaire et à saluer. Et sa lecture vivement recommandée.

Rabeh SEBAA

<http://www.algerie-focus.com/2012/02/25/debat-arabesque-amer...>

*Éditions Michel BRULÉ, Montréal 2011. A paraître chez SYNERGIE Edition, Alger, mars 2012

De l'urgence et de la nécessité d'un mouvement ouvrier et des travailleurs contre les guerres

Billet du 18 septembre 2012, Front de Lutte des Syndicalistes.

[Ce billet est une base de débat collectif pour avancer ensemble et agir pour la Paix. Envoyer vos remarques et des éléments de débats sur ce sujet sur fdg62260@gmail.com)

Croire que les travailleurs d'ici ne sont pas concernés par les guerres de là-bas, serait une grave erreur. Le gouvernement français fraîchement mis en place, en appelle à l'union sacrée, à la solidarité, et même à une forme de dévotion pour sauver l'économie en crise. Outre les coupes budgétaires dans les ministères dédiés, le gouvernement crée de nouvelles taxes ou les augmente, met en place de nouveaux impôts et des nouvelles mesures, il entend favoriser l'emploi par la mise en place d'une politique d'emplois précaires destinée à faire baisser les pourcentages désastreux, et va jusqu'à s'attaquer aux pensions des travailleur retraités...

Mais le budget des armées ne semblent lui pas trop touché par cette rigueur. Selon un rapport du Sénat : « le Livre blanc prévoit, de 2012 à 2020, une augmentation des moyens du ministère de la défense de 1 % par an en volume, mais la programmation révisée du ministère de la défense suppose leur quasi-stabilité en 2012 et 2013 »

Nicolas Sarkozy avait réintroduit la France dans « le commandement intégré » de l'OTAN, mais François Hollande ne s'est pas exprimé sur une sortie de cette organisation née d'une vengeance de classe contre l'URSS et les pays du bloc socialiste.

Depuis plusieurs années, la France a été l'une des pierres angulaires dans de nombreux conflits militaires : Kosovo, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Lybie... mais aussi impliquée dans de nombreuses ingérences directes ou indirectes : Liban, Mali, Tunisie... et maintenant bien-sûr en Syrie.

Certes on peut avoir le sentiment humaniste, sommes toute normal, pour s'apitoyer sur les populations écrasées par les guerres et sur lesquelles des tonnes d'obus et de mitrailles sont déversées.

Certes il y a de quoi être scandalisé à la vision des images diffusées et par les informations martelées par les média, qui pénètrent nos cerveaux et notre conscience. Certes des enfants, des femmes, des hommes, des vieillards meurent chaque jour des guerres ou des exactions liées à la haine et à la violence. Mais combien meurent de faim, de soif, de maladies et d'épuisement dans des pays où les richesses sont pillées par les multinationales occidentales ?

Mais derrière ce qui est filmé comme une science-fiction, il y a une face cachée où règne la manipulation politique et géopolitique destinée de repartage du monde par les puissances impérialistes et néocolonialistes.

Derrière tout cela il y a des enjeux stratégiques pour le contrôle des ressources pétrolières, gazières et minières mais aussi pour le contrôle de zones d'influence commerciales et des passages, qui peuvent aussi servir de points d'appui ou de base arrière pour avancer sur l'échiquier dans ce repartage du monde.

La planète, les continents, les pays subissent ce que nous subissons tous dans nos entreprises : des réorganisations, des restructurations, des fusions-absorptions, et des délocalisations... le tout mis en place par les multinationales monopolistes.

Les conséquences chez nous et chez les peuples agressés sont : pour les entreprises, ce sont des plans massifs de licenciements ou des destructions des droits qui paupérisent et oppressent les travailleurs – dans le repartage du monde, ce sont des populations entières qui sont massacrées et déplacées par des guerres impitoyables qui au stade actuel, sont délocalisées et localisées par rapport aux centres d'intérêts. Toutefois, chacun l'aura remarqué, pour sauver des emplois détruits par les plans des multinationales et des patrons voyous, l'Etat fait semblant de taper sur la table et faire croire qu'il a le dossier en main pour ensuite se raviser.

Aussi l'Etat prend des mesures qui ne sont que des emplâtres sur une jambe de bois, pour calmer les colères qui s'installent et faire baisser la pression populaire qui monte... mais toujours en prônant l'effort national collectif avec des délais et toujours en respectant les consignes de libre concurrence non faussée imposées par les diktats de l'Europe... la priorité étant de sauver les banques d'une faillite qu'elles ont eux-mêmes creusée ou des finances publiques plombées par les privilèges accordées aux plus riches et aux entreprises pour augmenter leur compétitivité financière sur le marché mondialisé... Pour sauver des milliers d'emplois, donc des milliers de familles, il n'a jamais ni l'argent ni les moyens légaux pour s'opposer. Et, pas plus que sur le précédent, on ne pourra pas compter sur le présent gouvernement pour aller à contre sens du capitalisme imposé par l'Europe capitaliste, sa banque centrale, le FMI et l'OMC...

Par contre, chacun l'aura remarqué, pour acquérir les technologies militaires de pointe et faire des guerres, pour déployer des troupes et détruire des pays donc des peuples, pour développer ses services de renseignements, de propagande et autres agences secrètes, armées de l'ombre composés de barbouzes et de mercenaires qui font et défont les gouvernements des pays ciblés... il y a des moyens considérables en dizaines de milliards d'euro et l'extra légal n'a là aucune entrave, au nom du supra national...

Aussi, que l'on soit travailleur exploité et volé de sa force de travail ou de son droit au travail, ou qu'on soit un pays détruit pour lui voler ses richesses ou affaiblir sa souveraineté, on est toujours dans un rapport d'affrontement entre classes, dans un rapport antagonique entre capital et travail car la base des richesses est toujours le travail, dans un rapport entre domination capitaliste monopoliste et travailleurs, peuples spoliés.

C'est ainsi que le sentiment humaniste ou de compassion, voire d'adhésion à la guerre pour sauver des « gens » que certains voudraient faire passer dans les consciences, avec en contrebande des stratégies

politiciennes de salons et des coups financiers, tombent à l'eau... le château de carte s'effondre car c'est de l'humanité toute entière dont il s'agit... à termes plus personne n'est épargnée par la barbarie.

La droite à la gauche s'offusquent que la Russie et la Chine s'emploient à défendre coûte que coûte la Paix par le refus d'une non intervention militaire de l'ONU en Syrie.

Pourtant, cette stratégie qui favorise la diplomatie et la paix plus que la guerre, a jusqu'à ce jour empêché l'ingérence ouverte et armée de pays étrangers dans cette poudrière qui peut faire sauter le monde entier. Aussi même si l'URSS n'existe plus, la Russie n'a pas oublié les 20 millions de morts qu'elle a enterrés durant la guerre contre le nazisme, idem pour la Chine dans sa guerre contre l'envahisseur nationaliste japonais.

Certes, les gouvernements et les blocs impérialistes USA et UE, amis des faucons israéliens tentent de forcer le passage en envoyant des armes et des conseillers militaires aux forces putschistes syriennes, mais ils prennent des risques énormes de déclencher un conflit mondial, à moins que cela en soit le but comme nous l'avons expliqué à un précédent paragraphe. Toutes les preuves, les photos, les interviews démontrant cette présence, aujourd'hui secret de Polichinelle, existent sauf que les médias n'en parlent pas, et pire des partis politiques n'en parlent pas, continuant ainsi à distiller le doute dans les esprits... de la droite à la gauche.

Beaucoup, de la droite à la gauche, fustigent les relations commerciales et diplomatiques entre l'Iran et le Venezuela, Cuba, la Bolivie, la Corée du Nord...

Comme si l'Iran était un pays agresseur qui menace le monde et qu'il faut le frapper militairement au motif qu'il développe une production d'énergie à partir de l'atome, alors que le fond du problème c'est l'or noir iranien et la maîtrise du détroit d'Ormuz où passe 80% de la production mondiale.

L'Iran, tout comme la Syrie aujourd'hui, la Lybie hier, devrait être un pays maudit et banni, comme si les femmes iraniennes étaient plus soumises et moins libres que les femmes afro-américaines du nord ou que les femmes d'Arabie Saoudite...

Comme si les intégristes catholiques étasuniens racistes et fascistes du Kukulclan, ou les intégristes protestants racistes sud-africain du mouvement Afrikaners, ou les intégristes juifs israélien d'Agoudat, ou les intégristes orthodoxes russes, grecs ou arméniens... étaient des agneaux de « Dieu » face aux « loups » des gardiens de la révolution islamiste iranienne...

Comme si l'Iran était plus dangereux que les intégristes de la finance de Goldman-Sachs ou des mafias monopolistes du pétrole, qui ont créés sciemment une tempête sur le monde afin de spéculer par les guerres néocoloniales...qui génèrent des milliers de milliards de profits.

Tout est toujours affilié à un rapport entre classes qui s'affrontent en s'appuyant sur des faux-semblants religieux alors qu'il 'agit de pouvoir financier, de contrôles des richesses naturelles et des territoires, de mainmise politique sur les peuples.

Comme l'avait dit Jean Jaurès « **le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage** » d'où la nécessité de mettre en place un mouvement AntiguerreS dirigé par les travailleurs eux-mêmes afin que tout l'argent aille à la Paix et au progrès social plutôt que dans les bombes, les obus et les balles meurtrières coutant des milliards et qui frappent les peuples en recolonisant les nations.

URL de cet article 17750

<http://www.legrandsoir.info/de-l-urgence-et-de-la-necessite-d-un-mouvement-ouvrier-et-des-travailleurs-contre-les-guerres.html>

A la Réunion des ministres de la Défense de l'Otan - 9-10.10.2012 www.nato.int

Les ministres de la Défense des pays de l'OTAN annoncent des progrès sur les capacités et planifient une nouvelle mission en Afghanistan

Réunis à Bruxelles pendant deux jours, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN ont fait le point sur les progrès de l'amélioration des capacités de défense alliées et ont entériné la première phase de la planification de la mission de formation et d'assistance post 2014 en Afghanistan.

Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, qui présidait les discussions au siège de l'OTAN, les mardi 9 et mercredi 10 octobre 2012, a souligné, le premier jour, l'importance d'un resserrement de la coopération en matière de défense. Il a déclaré que le meilleur moyen de faire face à la réduction des budgets de la défense consistait à améliorer le partage des ressources et la coordination sur les projets multinationaux.

Il a ajouté que les ministres progressaient bien sur la question de la nécessité d'une intensification de la coopération entre leurs pays respectifs et d'une meilleure utilisation des fonds communs de l'OTAN pour améliorer les capacités. Le secrétaire général a déclaré que les ministres « *maintenaient la dynamique* » sur l'intensification de la coopération, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la vingtaine de projets de défense intelligente, qui ont pour objet d'améliorer les capacités couvrant des domaines comme la neutralisation des bombes placées en bord de route, le partage des munitions intelligentes, et la mise en commun d'avions de patrouille maritime.

Les ministres de la Défense et leurs homologues des pays partenaires de la FIAS ont conclu, mercredi, la première phase de la planification de la mission de formation, de conseil et d'assistance en Afghanistan, appelée à remplacer l'actuelle mission de combat en 2015.

Les ministres se sont mis d'accord sur un cadre général, qui sera maintenant transmis aux planificateurs militaires, chargés de travailler dans les prochains mois sur les détails de la mission. Le secrétaire général a déclaré qu'il attendait des Alliés et de leurs partenaires potentiels pour cette mission qu'ils achèvent la planification de l'opération « *bien avant la fin de 2013* ». Il a réitéré que les attaques d'infiltrés « *ne changeraient rien à la stratégie de l'OTAN* », et il a ajouté que les Alliés et leurs partenaires de la FIAS « *continueraient de transférer la responsabilité de la sécurité aux forces de sécurité afghanes* ».

Les ministres de la Défense ont aussi parlé de la mission OTAN menée par la KFOR.

Ils ont reconnu que cette mission continuait de jouer un « *rôle indispensable au Kosovo* », a ajouté M. Fogh Rasmussen, qui a précisé que les ministres avaient affirmé clairement qu'ils restaient déterminés à soutenir ce rôle dans la durée. Il a souligné que l'Alliance « *resterait vigilante et ferme* » afin d'améliorer la situation de sécurité. Il a précisé que les troupes pourraient être déplacées, pour se concentrer davantage sur le nord du Kosovo, afin de répondre à l'instabilité observée récemment dans ce secteur. Cette réunion ministérielle a également été l'occasion d'annoncer l'approbation de la nomination du général américain, John Allen – l'actuel commandant de la mission de la FIAS – au poste de commandant suprême des Forces alliées en Europe. La nomination finale du général Allen doit encore être confirmée par le Sénat des États-Unis. Si elle est approuvée, le général Allen remplacera l'amiral américain, Jim Stavridis, au printemps 2013.

(BRUXELLES2)

Le principe de solidarité (OTAN) peut jouer

Au QG de l'Alliance atlantique, le secrétaire général Anders Fogh Rasmussen, est resté prudent à la sortie de la réunion des Ministres de la Défense. Il a démenti toute planification spécifique. Mais il existe bien des plans en cas d'attaque de la Turquie. Et ceux-ci sont remis à jour. C'est le « *principe de la solidarité. La Turquie peut compter sur la solidarité de l'Alliance. Nous avons tous les plans nécessaires pour protéger et défendre la Turquie. (Mais) nous espérons qu'il ne sera pas nécessaire d'activer ces plans. Et je ne voudrais pas entrer dans les détails* » a expliqué Rasmussen, ajoutant : « *Nous espérons une solution politique en Syrie.* » Il faut cependant se méfier des enchaînements de circonstances. La rhétorique guerrière en usage à Ankara pourrait prendre au piège les alliés si, par « *mégarde* », les bombes syriennes faisaient des dégâts de l'autre côté de la frontière. Le pire est ainsi à venir. Et dans cette épreuve de force, les Européens ne sont pas vraiment préparés... C'est comme cela que les conflits les plus graves ont démarré, par une succession d'escarmouches de plus en plus importantes

4 Brèves

USA : LES AMERICAINS MANIFESTENT POUR CRIER "GUERRE A LA GUERRE"

lundi, 08 octobre 2012 05:51

Les Américains ont manifesté, partout, aux Etats-Unis, contre la guerre, en Afghanistan.

A l'occasion du 11^{ème} anniversaire du déclenchement de la guerre, en Afghanistan, les habitants de Tallahassee se sont réunis devant le siège du Congrès de la Floride, pour exprimer leur protestation contre la guerre, en Afghanistan, et exiger le retrait des forces américaines de ce territoire. Les manifestants ont lu les noms des militaires d'origine de la Floride qui ont été tués, en Irak et en Afghanistan. Simultanément, les anti-war ont organisé une manifestation d'envergure, à Los Angeles, en Californie. Les manifestants ont crié leur colère et leur opposition à la poursuite de l'intervention militaire américaine, en Afghanistan, mettant également en garde contre le déclenchement d'une autre guerre, au Moyen-Orient. Ils ont exigé la fin des politiques bellicistes de la Maison Blanche.

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

VIDEO

Les musulmans n'ont causé aucun mal ces 200 dernières années

Pour visionner la vidéo cliquez sur le lien ci-

après http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=G2IA3klF4z8

Une étude compile les « mensonges » de Bush avant la guerre en Irak. A quand celle des mensonges contre l'Afghanistan, la côte d'Ivoire, la Libye, la Syrie etc???. Après avoir assassiné le maximum de monde ?

Deux organisations américaines indépendantes ont rendu publique une étude intitulée « faux prétextes » compilant les fausses déclarations du président Bush et de ses proches collaborateurs entre 2001 et 2003 sur le danger que représentait l'Irak.

« Une étude complète montre que les déclarations ont fait partie d'une campagne orchestrée qui a effectivement galvanisé l'opinion publique et conduit le pays à la guerre sur la base de déclarations résolument fausses », estiment les auteurs de l'étude, membres du Center for public integrity et du Fund for independence in journalism.

« Le président Bush et sept hauts responsables de l'administration, dont le vice-président Dick Cheney, la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice, et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld ont fait au moins 935 fausses déclarations dans les deux années après le 11 septembre 2001 sur la menace que présentait l'Irak de Saddam Hussein pour la sécurité nationale », écrivent les auteurs qui ont passé au crible des centaines d'interventions publiques de hauts-responsables du gouvernement. Pendant les deux ans précédant le début de l'intervention américaine en Irak, en mars 2003, « à 532 reprises (discours, point-presse, interviews, etc.), Bush et le secrétaire d'Etat Colin Powell, le secrétaire à la Défense adjoint Paul Wolfowitz et les porte-parole de la Maison Blanche Ari Fleisher et Scott McClellan ont assuré que l'Irak avait des armes de destructions massives (ou qu'ils essayaient d'en produire ou d'en obtenir) et des liens avec Al-Qaïda, ou les deux », écrivent les auteurs.

L'existence d'un arsenal d'armes de destruction massive, qui se sont révélées introuvables, a été mise en avant pour justifier l'intervention américaine.

L'étude cite un discours de Dick Cheney en août 2002 au cours duquel il affirme : il « n'y a pas de doute que Saddam Hussein a maintenant des armes de destruction massive ». Mais selon le directeur de la CIA d'alors, George Tenet, ces affirmations allaient largement au-delà des évaluations de l'agence de renseignement. Un responsable de la CIA avait même confié au journaliste Ron Suskind : « Où est-il allé chercher ça? »

En septembre 2002, le président Bush affirme dans son allocution radiophonique hebdomadaire : « le régime irakien possède des armes biologiques et chimiques, reconstruit des installations pour en fabriquer encore plus et selon le gouvernement britannique pourrait lancer une attaque chimique ou biologique en 45 minutes (...) Ce régime cherche à avoir la bombe nucléaire et avec des matériaux fissiles pourrait en fabriquer un en un an ».

Ces mêmes informations ont été reprises dans un rapport des agences de renseignement américaines (NIE) quelques jours plus tard alors que, souligne l'étude, « aucune analyse n'avait été faite à ce sujet depuis des années car la communauté du renseignement ne l'avait pas estimé nécessaire et la Maison Blanche pas demandée ».

Source du texte : [LE MONDE.FR](http://www.lemonde.fr)

Annexe :

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

"Curieux" déploiements militaires franco-américains!,

Par Pierre Dortiguiet

IRIB-

"Stratfor Global Intelligence" a reçu plusieurs rapports américains et français de mouvements militaires que nous aimerions porter à la connaissance de nos lecteurs. Ces mouvements pourraient avoir des explications multiples et peuvent ne pas être liés. Mais étant donné les nombreuses crises en cours, spécifiquement, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, nous considérons que cette évolution mérite d'être suivie.

>**Analyse;** Selon un réseau mondial d'observateurs d'avions et de pisteurs, au moins une douzaine d'avions de transport militaires et hélicoptères de combat MC-130H, HC-130N, HC 130P-AC-130U ont traversé l'océan Atlantique, le 13 septembre, vers l'Orient. Ces appareils sont généralement utilisés pour une variété de tâches spéciales, y compris, en coopération étroite avec des forces d'opérations spéciales. Le dernier arrêt rapporté de l'avion était la baie de Souda, en Crète. Il est difficile de savoir si l'avion a quitté la Crète, mais nous travaillons pour les traquer.

Une semaine et demie plus tard, le 24 septembre, le même réseau d'avions de chasse Hornet notés 12 US Marine Corps F/A-18 arrivent en deux vagues à la base aérienne de Moron en Espagne. On ne sait pas où l'escadre est à la tête, mais il pourrait être en route vers l'Afghanistan pour renforcer les éléments là-bas. L'escadron Harrier qui a subi de lourdes pertes le 14 septembre, sur Camp Bastion, a déjà été remplacé par une autre unité Harrier, il est donc peu probable que le déploiement de l'escadron est directement lié à cet événement. Il est également possible que les F/A-18 se dirigent vers la région du Conseil de Coopération du golfe Persique. Un certain nombre d'escadrons de supériorité aérienne, y compris, un escadron de F-22 Raptor, ont, déjà, été déployés, dans la région. Si tel est le cas, l'escadron est destiné, simplement, à des renforts ou à des remplacements, pour les actifs, actuellement, déployés là-bas. Ainsi, le 24 septembre, le "New York Times" a publié un article affirmant que l'Irak et les États-Unis ont négocié un accord, qui pourrait entraîner le retour des petites unités de soldats américains, en Irak, sur des missions de formation. À la demande du gouvernement irakien, selon le général américain Robert Caslen, une unité de soldats de l'armée d'opérations spéciales a été récemment déployée, en Irak, pour donner des conseils sur la lutte anti-terroriste et pour aider au renseignement. Il est possible qu'au moins, une partie d'avions MC-130, mentionnés, précédemment, ait été la prestation de ces troupes spéciales des opérations, en Irak. Un autre rapport du 24 septembre, par "Le Figaro", journal de langue française, a déclaré que quelques 100 troupes des opérations spéciales françaises avaient été déployées, dans la région sub-saharienne, pour lutter contre les militants, dans le Nord du Mali. "Le Figaro" a également signalé que des avions de patrouille maritime qui peuvent être utilisés, pour recueillir des renseignements, seront déployés, dans la région, et que les commandos de la marine française vont renforcer les troupes spéciales françaises opérationnelles.

> Enfin, le journaliste italien Guido Olimpio a rapporté, en septembre, que les drones américains font actuellement la chasse aux activistes islamistes, en Cyrénaïque, nom historique de l'Est de la Libye. Il a également de "sources fiables" confirmé que les forces spéciales américaines avaient l'intention de mener des opérations de renseignement qui pourraient être en préparation de frappes chirurgicales, en Afrique du Nord, y compris, en Libye et au Mali. Tous ces déploiements pourraient être initialement des mouvements prévus, pour la formation ou partie des opérations en cours. Ils ne signifient pas, nécessairement, une mission imminente. Les États-Unis et la France pourraient simplement mettre en place des moyens militaires, dans une région qui est en proie à des conflits et qui peuvent, éventuellement, nécessiter une intervention militaire rapide. Quelle qu'en soit l'intention, ces déploiements, pris ensemble, sont trop sérieux pour n'être pas remarqués. Étant donné les conflits fluides, en Afrique du Nord, en Syrie et en Afghanistan, ainsi que les tensions actuelles avec l'Iran, ces mouvements et ces rapports sont assez graves pour qu'on en informe nos lecteurs.

09 octobre

Une nouvelle doctrine américaine : contenir l'Eurasie par le chaos!,

Par Pierre Dortiguiet

Le magazine texan "Stratfor"

[The Emerging Doctrine of the United States | Stratfor](#) est un thermomètre de la température américaine et vise surtout à préparer l'opinion à distinguer entre les intérêts apparents et réels des États-Unis, à court

et à long terme, ; il n'est donc pas destiné à un très vaste public, ni non plus formellement confidentiel, mais répond aux questions des élites déconcertées par le tapage médiatique «à usage de l'Américain moyen»

«Au cours de la fin de semaine dernière, des rumeurs ont commencé à émerger que l'opposition syrienne permettrait à des éléments du «régime d'Assad» (sic) à rester en Syrie et de participer au nouveau gouvernement. ... Ce qui se passe, en Syrie, est important, pour une nouvelle doctrine étrangère émergente, aux États-Unis - une doctrine, selon laquelle, les États-Unis ne prennent pas la responsabilité principale des événements, mais qui permet aux crises régionales de se déployer, jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre régional soit atteint».

Le magazine simplifie volontairement, par souci de pédagogie la formule géopolitique U.S, en insistant sur ses «intérêts fondamentaux», à savoir ce que assure la base de la prospérité américaine : «cela se résume à l'atténuation des menaces contre les Etats-Unis par le contrôle des mers en empêchant l'émergence d'une puissance eurasienne, qui serait en mesure de mobiliser des ressources, à cette fin. Cette nouvelle doctrine consiste «à empêcher le développement d'une substantielle puissance nucléaire intercontinentale qui pourrait menacer les États-Unis, au cas où un pays ne serait pas découragé par la puissance américaine pour un motif quelconque».

> Dans cette perspective de maintien de supériorité, «l'intérêt américain, pour ce qui se passe, dans le Pacifique, est compréhensible. Mais même là les États-Unis, du moins, pour l'instant, laissent les forces régionales s'engager dans une lutte, qui n'a pas encore affecté l'équilibre régional de la puissance des Alliés américains, et les mandataires de cette puissance, comprenant les Philippines, le Viêt-Nam et le Japon ont été joués aux échecs dans les mers de cette région» –sous entendu contre la Chine, et l'on notera que le Viêt-Nam est dans la sphère politique anti-chinoise, depuis sa dernière lutte frontalière, au mépris des sacrifices nationaux antérieurs !-»sans une imposition directe de la puissance navale américaine, même si une telle perspective», conclut "Stratfor Global Intelligence", «semble possible» ! Viennent maintenant les leçons que les Américains auraient tiré des derniers engagements ! La campagne d'Irak et la résistance irakienne ont conduit au retrait des forces US et l'Iran y aurait gagné une plus grande puissance et un sentiment de sécurité.

La campagne libyenne est présentée –avec une certaine hypocrisie- comme une initiative française et aurait été plus difficile, voire, un échec, sans le soutien de l'aviation US.

La guerre syrienne, naturellement, justifiée, par l'influence croissante de l'Iran, et visant moins un État que ses relations étrangères avec l'Iran, la Russie et la Chine amène à préciser cette nouvelle politique ; le conflit est régional, les Alliés des Américains sont chargés de l'entretenir, même sans arriver à une solution radicale, et l'auteur Friedmann raconte qu'il a exposé ceci à ses interlocuteurs d'Asie centrale, qui espéraient voir un engagement plus net des forces US !

Les conséquences en sont une poursuite indéfinie de la lutte intestine, en Syrie, et une pression continue sur l'Iran, dans laquelle l'arme économique prime sur tout affrontement utopique militaire. Ce qu'il importe est de bien lire la conclusion de l'analyse, qui montre que les États-Unis sont eux-mêmes dirigés par une force occulte, qui veut l'affrontement général, en négligeant les embrasements locaux.

Il s'agit de tester la force de la puissance émergente russo-chinoise !

«Cela a forcé, à la fois, le régime syrien et les rebelles, de reconnaître l'improbabilité d'une victoire militaire pure et simple. Tant le soutien de l'Iran au régime et les diverses sources de soutien à l'opposition syrienne se sont révélés indécis. Les rumeurs d'un compromis politique émergent en conséquence.

Dans le même temps, les États-Unis ne sont pas prêts à s'engager dans une guerre avec l'Iran, ni prêts à souscrire à l'attaque israélienne, en l'accompagnant de leur soutien militaire. Les USA utilisent un moyen efficace de pression – des sanctions - qui semblent avoir eu un certain effet, par la dépréciation rapide de la monnaie iranienne. Mais les États-Unis ne cherchent pas à résoudre la question iranienne, ils ne sont pas prêts à assumer la responsabilité principale, sauf si l'Iran devient une menace, pour les intérêts fondamentaux des États-Unis. Il se contente de laisser les événements se dérouler et à n'agir que s'il n'y a pas d'autre choix

Les États-Unis ne sont pas prêts à intervenir par la force militaire conventionnelle.

Cela ne signifie pas que les États-Unis se désengagent de la scène mondiale. Ils contrôlent les océans du monde et génèrent près d'un quart du PNB mondial du produit intérieur. Alors que le désengagement est impossible, l'engagement contrôlé, basé sur une compréhension réaliste de l'intérêt national, est possible.

Cela va bouleverser le système international, en particulier, celui des alliés américains. Il créera, également, des contraintes, aux États-Unis, à la fois, de la gauche politique, qui se veut une politique étrangère humanitaire, et le droit politique, qui définit l'intérêt national au sens large. Mais les contraintes de la dernière décennie pèsent lourdement sur les États-Unis et vont, donc, changer la façon dont le monde fonctionne.,

Le point important est que personne ne décide cette nouvelle doctrine. Il émerge de la réalité à laquelle les États-Unis sont confrontés. C'est la force de doctrines qui se font jour. Elles se manifestent, d'abord, et sont annoncés, quand tout le monde se rend compte que c'est comme ça que les choses fonctionnent. Une fois cette leçon de la Stratfor bien lue, une question se pose : qui dirige la politique US, l'intérêt national capitaliste-comme partout, avec ses limites et ses confrontations ou une politique impériale qui prend les États-Unis pour écran et vise à non pas bâtir un ordre, mais à régler un désordre général, la maintenir par sa théorie du chaos minimum, abattre un adversaire fort, plutôt qu'imposer la puissance qu'elle n'a pas ? A cet égard, une alliance avec les USA est un chèque en blanc donné à un inconnu !

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*